

Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
Conseil d'administration
Séance du 25 novembre 2025

Délibération n° 3.4

Le 25 novembre 2025, le conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de présents : 27

Membres représentés (procuration) : 10

Quorum : 19

Point 3 – Gouvernance

Délibération 3.4 – Modification des statuts de la Fondation Institut Agro

Visas :

Vu la délibération du conseil d'administration n°3.2 du 16 novembre 2021 portant création de la Fondation de l'Institut Agro au 1^{er} janvier 2022 et approuvant ses statuts ;

Exposé des motifs :

En 2026, l'Institut Agro organisera simultanément les élections statutaires et les élections professionnelles. Le mandat des élus des instances de gouvernance de l'Institut Agro arrive à échéance à la date de la première réunion intervenue en 2022, soit de mars 2026 à octobre 2026 pour la majorité d'entre eux.

Selon le calendrier habituel, les élections statutaires (CSA, formations spécialisées et CCP) devraient se tenir en février 2026. Conformément aux dispositions de la fonction publique et aux dates fixées par le ministère de la Fonction publique, les élections professionnelles sont programmées en décembre 2026.

L'objectif poursuivi est de simplifier l'organisation de ces opérations électorales.

Le conseil de gestion de la fondation devrait être également renouvelé pour un mandat de quatre ans. Cependant les élus membres du conseil de gestion sont les élus du conseil d'administration. Le renouvellement des membres du Conseil de gestion dès 2026, induirait un décalage permanent de un an entre les mandats des élus et celui des autres membres. Il en est de même pour les membres des comités territoriaux et les élus des conseils d'écoles.

Une modification du statut de la fondation est nécessaire pour synchroniser les durées de mandat de tous les membres du conseil de gestion et des comités territoriaux.

Compte tenu de la nécessaire modification de son statut, il est également proposé de compléter les membres invités du conseil de gestion de la Fondation en conformité avec l'organisation de la direction générale de l'Institut Agro à savoir de prévoir la participation de déléguée générale de la fondation et de la directrice de la politique scientifique et partenariale de l'Institut Agro. Par ailleurs, pour favoriser la continuité de gestion de la Fondation, il est proposé d'élargir la composition du bureau avec un trésorier adjoint et un secrétaire adjoint.

Conformément à l'avis du conseil de gestion du 14 novembre 2025, les modifications suivantes sont soumises au conseil d'administration :

A l'article 5.1 du statut de la fondation :

A l'issue du paragraphe « A compter de la date de leur première réunion, le mandat des membres du conseil de gestion est d'une durée de quatre ans, à l'exception de celle des représentants des étudiants et des personnels qui correspond à la durée de leur mandat en tant qu'élu du conseil d'administration de l'Institut Agro. Le mandat des membres du conseil de gestion est renouvelable. »

La phrase « *A titre exceptionnel et dérogatoire, à l'issue du premier mandat des membres du conseil de gestion, le mandat qui débutera en 2026 sera d'une année* » est ajoutée.

La phrase

« Le recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités, assure les fonctions de commissaire du gouvernement auprès de la fondation. Lui ou son représentant siège au conseil de gestion avec voix consultative.

Le secrétaire général et l'agent comptable de l'Institut Agro, les directeurs d'écoles internes ou leur représentant, les responsables des partenariats des écoles internes et les chargés de Fondation siègent avec voix consultative.

Toute personne dont l'avis est utile peut être appelée par le président à assister, avec voix consultative, aux séances du conseil de gestion. »

Est remplacée par

« Le recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités, assure les fonctions de commissaire du gouvernement

auprès de la fondation. Lui ou son représentant siège au conseil de gestion avec voix consultative.

Le secrétaire général et l'agent comptable de l'Institut Agro, les directeurs d'écoles internes ou leur représentant, [la directrice de la politique scientifique et partenariale de l'Institut Agro](#), les responsables des partenariats des écoles internes, [la déléguée générale de la Fondation](#) et les chargés de Fondation siègent avec voix consultative ».

L'article Article 7.1 est modifié ainsi :

Le conseil de gestion et le Président de la fondation sont assistés d'un bureau pour l'exécution des décisions.

Outre le président qui le préside, le bureau est composé des 6 membres suivants, désignés pour un mandat de 4 ans renouvelable par le conseil de gestion en son sein :

- 4 vice-présidents maximum ;
- un trésorier [et un trésorier adjoint](#) ;
- un secrétaire [et un secrétaire adjoint](#) ;

Article 8 : Les comités territoriaux

Article 8.1 Composition

Après le paragraphe « A compter de la date de leur première réunion, le mandat des membres du comité territorial est d'une durée de quatre ans, à l'exception de celle des représentants des étudiants et des personnels qui correspond à la durée de leur mandat en tant qu'élu du conseil d'administration de l'Institut Agro. Le mandat des membres du comité territorial est renouvelable.

La phrase « [A titre exceptionnel et dérogatoire, à l'issue du premier mandat des membres des comités territoriaux, le mandat qui débutera en 2026 sera d'une année](#) » est ajoutée.

ADOPTÉ :
à 32 voix pour
à 0 voix contre
à 3 abstentions

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 25 novembre 2025, approuve la modification des statuts de la Fondation de l'Institut Agro.

Fait le 25 novembre 2025.

**Le Président du conseil d'administration,
Dominique Chargé.**

La présente délibération est publiée sur le site internet de l'Institut Agro. En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif de Paris peut être saisi par voie de recours formé contre cette délibération et ce dans un délai de deux mois à compter de sa publication.